

4 Économie

**14e assemblée générale de l'Afrosai
Le Gabon doublement récompensé en Namibie**

F.A.
Libreville/Gabon

DANS le cadre de sa rencontre prévue tous les trois (3) ans, l'Organisation africaine des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (Afrosai) a tenu du 23 au 27 octobre dernier à Windhoek en Namibie, la 14e assemblée générale avec les membres du comité directeur de l'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (Intosai). Selon le responsable du Service d'études, de formation et de relations extérieures (SEFRE) de la Cour des comptes, Alex

Euv Moutsiangou, cette rencontre entre les différentes Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) avait pour but, entre autres, d'évaluer l'évolution des ISCs des Etats membres, d'échanger des informations sur la gestion de ces organismes, de voir les programmes de formation à adopter pour les années à venir. « (...) dans le domaine de la vérification, dans le secteur public, on doit travailler à peu près 60% de son temps et les 40% restants dans le renforcement des capacités, à côté de la pratique. Il est souvent question d'évaluer la progressions des ISCs », a souligné M. Moutsiangou. Durant cette assemblée générale qui a également



Photo : F.A.

Le conseiller maître, responsable du service d'études, de formation et des relations extérieures (SEFRE) à la Cour des comptes du Gabon, Alex Euv Moutsiangou, lors du point de presse.

permis le partage d'expériences de chaque ISC, le Gabon a érigé un stand dans lequel les rapports d'audit de ses structures étaient exposés. « Le

stand a été pris d'assaut. Et nous espérons avoir des retours nous permettant d'améliorer notre travail », a-t-il souligné. La Cour des comptes du Gabon, qui a gagné en visibilité sur le plan international en prenant part à ce rendez-vous, a été récompensée à cette occasion. D'abord à travers la confirmation de son Premier président, Gilbert Ngoulakia, en qualité de président d'honneur de l'Afrosai. Ensuite par l'obtention du 2e prix scientifique de l'Afrosai 2017 par un de ses magistrats, Gira Ondzaga. Trois résolutions-phares ont été prises lors de cette 14e assemblée. Il s'agit, entre autres, de lutter contre les flux financiers illicites. « Des études

démontrent que l'Afrique perd près de 50 milliards de dollars par an dans les flux financiers illicites. La responsabilité des ISCs est de tout mettre en œuvre pour réduire ces flux financiers illicites et que l'argent reste sur notre continent. (...) Le Gabon a chiffré le manque à gagner à près de 300 milliards de francs. Aujourd'hui, la plupart des rapports fiscaux ont été supprimés », a expliqué Alex Euv Moutsiangou. Les autres résolutions portent sur les relations entre l'ISC et la justice pénale ainsi que sur la certification des comptes par les ISC. La prochaine rencontre est prévue en 2020 à Dakar (Sénégal).

**Production agricole et lutte contre la faim
Les ambitions de la FAO**

COE
Libreville/Gabon

LE coordonnateur du Bureau sous-régional de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Hélder Muteia, a présidé dernièrement, à Libreville, la cérémonie d'ouverture des travaux de la 10e réunion du bureau de cette institution, sous le thème « Améliorer et rendre durables les systèmes de production agricole en Afrique centrale ». Ces travaux qui se sont achevés jeudi, avaient pour objectif de faire de l'agriculture un véritable levier de développement



Photo : COE

Le ministre de l'Agriculture, Yves Fernand Manfoumbi (gauche), ouvrant les travaux de la réunion organisée par le Bureau de la FAO.

pour les économies de la sous-région. « Comment les pays de la sous-région peuvent-ils profiter du secteur agricole pour combattre la crise économique ? Comment, enfin, peut-on profiter de l'agriculture

pour diversifier les économies de la sous-région ? », s'est interrogé Stephen Jackson, représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Gabon.



Photo : R.H.A.

La production agricole comme levier du développement.

Pour le coordonnateur du bureau FAO Afrique centrale, ces assises ambitionnent la création d'emplois décents pour la jeunesse de l'Afrique centrale, en vue d'une adéquation

entre l'agriculture et la formation des populations locales. « La nécessité de soutenir l'agriculture familiale et de subsistance, d'améliorer l'accès à des terres fertiles et des technologies, en

adéquation avec les réalités de terrain ainsi que les opportunités adaptées pour les groupes les plus vulnérables et leurs intégrations dans les marchés de plus en plus complexes et mondialisés, sont les opportunités que va saisir le FAO pour accompagner un développement plus juste dans le monde », a indiqué Hélder Muteia, l'urgence pour ces experts venus de divers pays du continent africain est de proposer une réponse immédiate, mais aussi des actions concrètes visant à améliorer la sécurité alimentaire et, surtout, booster les productions agricoles locales, afin d'éradiquer la faim et la malnutrition en Afrique centrale.

**Rencontre PNUD-Représentants des OSC
En quête d'une nouvelle dynamique**

I. M'B.
Libreville / Gabon

STEPHEN Jackson, coordonnateur du système des Nations Unies au Gabon, par ailleurs représentant-résident du Programme

des Nations unies pour le développement (Pnud) a rencontré la plate-forme des Organisations de la société civile (OSC) militant pour l'économie verte en Afrique centrale. « J'ai été impressionné par l'étendue de l'expertise des ONG gabonaises et la diversité des domaines dans les-

quels cette société civile œuvre au Gabon », a indiqué Stephen Jackson. Pour Nicaise Moulombi, président du Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique centrale (ROSCEVAC), cette rencontre a d'abord permis de prendre contact avec le

nouveau patron du système des Nations unies. A cette occasion, M. Moulombi a présenté à M. Jackson la plate-forme des organisations de la société civile, ainsi que quelques Organisations non gouvernementales (ONG) présentes. Cette "cartographie des ONG" a permis au di-

plomate onusien de se faire une idée quant à la capacité de la société civile à concevoir des projets, et à se déployer sur le terrain. L'autre intérêt de cette rencontre est de voir, avec le responsable du système des Nations unies au Gabon, comment la société civile peut s'impliquer

dans les programmes de développement des organismes des Nations Unies au Gabon. Dans tous les cas, elle a souhaité que cette première prise de contact débouche sur une dynamique réelle d'accompagnement des ONG portées sur les enjeux de développement.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 03/11/2017				FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du				
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	03/11/2017	5 514,29		
USD	1,1612	1USD =	564,896	1 USD	584,667	DOW JONES	03/11/2017	23 435,01		
CAD	1,4986	1CAD =	437,713	1 CAD	461,145					
JPY	132,6000	1JPY =	4,947	100 JPY	514,416					
GBP	0,8739	1GBP =	750,652	1 GBP	783,471					
CHF	1,1640	1CHF =	563,537	100 CHF	59 074,30					
ZAR	16,3914	1ZAR =	40,018	100 ZAR	4 161,42					
MAD	11,0986	1MAD =	59,103	1 MAD	61,46					
CNY	7,6767	1CNY =	85,448	1CNY	88,01					
KES	120,9300	1KES =	5,424	1KES	5,59					

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril
03 Novembre 2017: 60,59**

CHANGEMENTS

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>